

Panorama de presse par Eduter Ingénierie

Au sommaire...

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- ➔ Financement et modalités de mise en œuvre de l'Afest
- ➔ AFEST : quelques ajustements réglementaires pour transformer l'essai
- ➔ Comment l'Opco Atlas accompagne la mise en œuvre de l'Afest
- ➔ Afest : une certification pour soutenir son développement
- ➔ Convention sur le financement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale
- ➔ Le catalogue des formations en apprentissage
- ➔ Un moteur de recherche pour trouver son OPCO
- ➔ Un guide pour se protéger des fraudes au CPF
- ➔ Promouvoir la révolution des compétences
- ➔ Le développement des compétences, passage obligé de la transformation des entreprises
- ➔ Rapport annuel sur la mise en œuvre de la COP en 2021 – Convention d'Objectifs et de Performance de France compétences 2020-2022
- ➔ L'orientation vers l'apprentissage à la fin de la troisième à la rentrée 2019
- ➔ L'emploi salarié des lycéens professionnels et des apprentis un an après leur sortie du système éducatif en 2020

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- ➔ Une charte en faveur de l'emploi dans la filière agriculture, agroalimentaire et pêche
- ➔ Formation et orientation : Régions de France veut reprendre le pilotage à l'Etat
- ➔ Quels métiers en 2030 ?
- ➔ Conférence des métiers et des compétences
- ➔ La filière maritime
- ➔ Les métiers cadres porteurs en 2022

CERTIFICATIONS QUALIFICATIONS

- ➔ VAE : résultats de l'expérimentation REVA
- ➔ De la VAE 2002 à la REVA 2020 : libérer la VAE.

MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- ➔ PFUE 2022 : Conférence « Les politiques d'insertion en réponse aux défis de la relance »
- ➔ Les compétences, clés de la mobilité internationale (Printemps de l'orientation)
- ➔ Comment monter un projet Erasmus+ ?
- ➔ Le miniguide de la mobilité internationale pour les alternants
- ➔ Le miniguide de la mobilité internationale pour les entreprises

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- ➔ France compétences dresse un bilan positif du CEP des actifs occupés
- ➔ Publication de l'index de l'égalité professionnelle 2022
- ➔ Transitions collectives : renforcement du dispositif
- ➔ Le contrat d'engagement jeunes entre en vigueur
- ➔ "Un baromètre emploi et handicap pour une démarche vertueuse" (Elisabeth Borne)
- ➔ Une FAQ pour le contrat d'engagement Jeune

À la Une...

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- ➔ Promouvoir la révolution des compétences
- ➔ Observatoire de l'alternance

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- ➔ Quels métiers en 2030 ?

CERTIFICATIONS, QUALIFICATIONS

- ➔ VAE : résultats de l'expérimentation REVA

MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- ➔ Comment monter un projet Erasmus+ ?

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- ➔ Le contrat d'engagement jeunes entre en vigueur
- ➔ Une FAQ pour le contrat d'engagement Jeune

Evènement

Printemps des Transitions

Pour en savoir plus :

<https://adteducagri.fr/actualites/printemps-des-transitions>

**PRINTEMPS
DES
TRANSITIONS**
DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

24/02
→ 30/05

DANS TOUTES VOS RÉGIONS

Financement et modalités de mise en oeuvre de l'Afest

Suite au webinaire du 17 février dernier (du Centre Inffo) consacré aux modalités de mise en oeuvre de l'Afest, une Master class organisée par Centre Inffo, s'est déroulée le 22 mars et a été l'occasion d'apporter quelques éléments de réponses sur son financement. En effet, si durant le webinaire le sous-directeur aux politiques de formation et de contrôle de la DGEFP a précisé que l'action de formation en situation de travail (Afest) doit être considérée comme une modalité, une action de formation telle que la formation à distance, et non comme une catégorie d'action permettant le développement des compétences, les intervenants de la Master class ont développé les multiples éléments permettant de la déployer. Après avoir évoqué le cadre réglementaire, les modalités de prise en charge ont été abordés, rappelant que l'Afest n'est pas un dispositif de financement en soi mais une modalité pédagogique qui pourrait être mobilisée dans le cadre d'un plan de développement des compétences ou encore dans le cadre d'un contrat de professionnalisation.

Au vu des multiples leviers de financement dont peut bénéficier l'Afest, Centre Inffo a réalisé un "premier état des lieux du financement de l'Afest" qui nous restitue les résultats d'une enquête menée d'octobre 2021 à mars 2022 auprès de 18 régions, départements d'outre-mer, 11 Opco ainsi que Pôle emploi et Agefiph.

Consultation de la page de présentation du dossier documentaire consacré à l'Afest

AFEST : quelques ajustements réglementaires pour transformer l'essai

Dans cette tribune, Marc Dennery évoque le "beau succès" qu'est l'Afest. Cette modalité qui a été mise en oeuvre, malgré la crise sanitaire, bénéficie d'un bon retour d'expérience. Cependant, certains obstacles ne lui permettent pas d'entrer dans le champ de la formation en apprentissage afin de lui permettre de devenir réglementairement une formation en alternance. Pour se faire, il propose de "repenser les modalités de prise en charge" notamment au sein des entreprises où tous les freins n'ont pas été levés comme les tuteurs en entreprises, le centralisme de gestion et les lourdeurs administratives

Consultation de la tribune de Marc Dennery, directeur associé de C-Campus

Comment l'Opco Atlas accompagne la mise en oeuvre de l'Afest

Où en est-on de la mise en oeuvre des actions de formation en situation de travail (Afest), trois ans et demi après la formalisation d'un cadre légal par la loi avenir professionnel ? Opco Atlas répond en vidéo.

Consultation de la page consacrée à l'Afest

Afest : une certification pour soutenir son développement

Afin d'accompagner les formateurs dans la mise en oeuvre d'action de formation en situation de travail (Afest), le Groupement d'intérêt public de l'académie de Lyon (Gipal) a créé une certification professionnelle. Validée par France compétences à l'été dernier, cette formation apporte aux formateurs des clés méthodologiques pour la mise en place de cette modalité pédagogique.

Consultation de l'article de Centre Inffo

Convention sur le financement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale

L'État, les collectivités territoriales et le Cnfppt viennent de signer une convention réglant les difficultés de financement de l'apprentissage dans la fonction publique territoriale. Cette convention d'objectifs et de moyens permettra d'accélérer l'apprentissage dans les collectivités territoriales et pérennisera son financement. Les employeurs territoriaux s'engagent en 2022 à recruter environ 8 000 apprentis. Elle complète des dispositions prises dans la loi de finances pour 2022.

Consultation du communiqué de presse du CNFPT

Le catalogue des formations en apprentissage

Le catalogue des formations en apprentissage, élaboré en partenariat par la Mission interministérielle pour l'apprentissage et le Rco, est constitué des données de collecte assurée par les Carif-Oref. Ce catalogue recense plus de 50 000 formations en apprentissage et plus de 6 000 organismes de formation.

Consultation du catalogue des formations en apprentissage

Un moteur de recherche pour trouver son OPCO

France compétences a mis en place la première version d'un moteur de recherche permettant aux entreprises d'identifier leur opérateur de compétences.

Consultation du moteur de recherche

Un guide pour se protéger des fraudes au CPF

La Caisse des dépôts présente les bonnes pratiques à adopter pour se protéger des fraudes au Cpf, ainsi que les démarches à effectuer lorsque l'on est victime d'une fraude.

Consultation de la page de présentation du guide

Promouvoir la révolution des compétences

Note d'information du Cedefop ; janvier 2022

En 2021, une visite de haut niveau au Cedefop a mis en lumière le rôle crucial que jouent l'enseignement et la formation professionnels (EFP) dans la reprise post-pandémie de l'UE. La visite commune du Vice-président de la Commission européenne, M. Margaritis Schinas, et du Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a permis de réaffirmer l'importance de la recherche menée par le Cedefop et de ses travaux à l'appui des politiques.

"Le Cedefop se trouve au cœur des efforts mis en œuvre par l'Union européenne pour développer de nouvelles compétences et remédier à la pénurie considérable de compétences révélée par la pandémie», a déclaré le Vice-président au personnel du Cedefop

Consultation de la page de téléchargement de la note du Cedefop

Observatoire de l'alternance

Suite à la réforme de la formation professionnelle issue de la loi Avenir, la Fondation The Adecco Group, l'association Walt et le cabinet Quintet Conseil mettent en place l'Observatoire de l'Alternance afin de donner un état de lieux et proposer des axes de réflexion. Cette première édition est issue d'une enquête réalisée par l'institut BVA auprès d'entreprises et d'alternants. Elle dresse un bilan assez positif en terme de satisfaction sur ce dispositif mais pointe les difficultés que rencontrent les entreprises en terme de recrutement et les jeunes en terme d'accès à l'alternance.

Consultation de la page dédiée à l'observatoire de l'alternance



Replay webinaire

Le développement des compétences, passage obligé de la transformation des entreprises

A l'invitation du groupe Randstad, plusieurs grandes entreprises ont récemment témoigné des conséquences directes de leur transformation sur leurs besoins en compétences, lors d'un débat sur ce thème. Autant d'exemples concrets qui ont pointé la nécessité d'investir ce champ de la montée en qualification tout au long de la vie.

[Le Replay](#)



Vient de paraître

Rapport annuel sur la mise en œuvre de la COP en 2021

Convention d'Objectifs et de Performance de France compétences 2020-2022, mars 2022.

[Le PDF](#)

L'orientation vers l'apprentissage à la fin de la troisième à la rentrée 2019

Note d'information n°22.07 ; Depp ; mars 2022

[La page de téléchargement](#)

L'emploi salarié des lycéens professionnels et des apprentis un an après leur sortie du système éducatif en 2020

Note d'information n°22.06 ; Depp ; mars 2022

[La page de téléchargement](#)

Une charte en faveur de l'emploi dans la filière agriculture, agroalimentaire et pêche

Afin de soutenir l'emploi et le développement des compétences dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'agriculture, de la coopération agricole et de la pêche, le gouvernement a signé une charte dans laquelle il s'engage auprès des branches professionnelles de ce secteur. Ocapiat est chargé du pilotage et de la mise en œuvre de cette initiative dont la mise en œuvre consiste à soutenir les entreprises de la filière dans leurs difficultés face à leur gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), de sécurisation des parcours des salariés et de recrutement.

Consultation du communiqué de presse

Formation et orientation : Régions de France veut reprendre le pilotage à l'Etat

Dans son livre blanc présenté début mars, l'association Régions de France revendique que lui soient transférées les politiques de l'emploi et de la formation. Un document qui, en période de campagne présidentielle, a aussi vocation à dessiner les contours de ses relations avec le futur gouvernement.

Consultation de la page consacrée à la conférence de presse

Quels métiers en 2030 ?

France Stratégie ; Dares ; mars 2022

Le rapport du groupe Prospective des métiers et des qualifications, présenté mercredi 16 mars lors de la première conférence des métiers et des compétences, apporte une réponse très attendue à une question qui mobilise tous les acteurs de l'emploi et de la formation : quels métiers recruteront à l'horizon 2030 ?

Alors que le défi compétences requiert une réponse interministérielle, le chantier compétences posé par le rapport suppose une collaboration étroite et continue des pouvoirs publics. Lors de la remise du rapport, les ministres du Travail, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur ont exposé leurs actions conjointes pour mettre l'appareil de formation au service des entreprises.

Consultation de la page de présentation du rapport



Replay webinaire

Conférence des métiers et des compétences

Suite au rapport sur les besoins de recrutement "Les métiers en 2030", les ministres Jean-Michel Blanquer, Elisabeth Borne et Frédérique Vidal ont organisé, le 16 mars 2022, la première conférence des métiers et des compétences.

[Le Replay](#)

La filière maritime

Lors du colloque "Compétences mer" organisé jeudi 24 mars, différentes tables rondes ont permis aux intervenants de se réunir avec les opérateurs de compétences du secteur et ont abordé la question de "Comment former et fidéliser les salariés du secteur maritime ?"

Pour faire face aux difficultés de recrutement, les entreprises du secteur maritime mettent en place différentes actions dont elles sont venues témoigner lors du colloque "compétences mer".

[Le Replay](#)



Vient de paraître

Les métiers cadres porteurs en 2022

Apec ; Février 2022

[La page de téléchargement](#)

VAE : résultats de l'expérimentation REVA

Le Gouvernement a présenté les résultats de l'expérimentation Reva, un essai de parcours Vae simplifiés et raccourcis. Le Gouvernement souhaite faciliter le dispositif, le rendre plus attractif et élargir ces essais à d'autres publics.

C'est à l'occasion de la remise du Rapport mission Vae que les résultats de cette expérimentation, menée depuis octobre 2021 auprès de 146 candidats dans les métiers du grand-âge, ont été présentés. Le bilan affiche 86 % de réussite à la certification, obtenus en 4 mois au lieu de 16, avec trois fois moins d'abandon. Au vu de ces résultats, le ministère du travail souhaite ouvrir les parcours simplifiés Vae à d'autres publics, notamment sur le diplôme d'aide-soignant, afin de répondre aux besoins de recrutement sur ce métier.

Consultation

- de la webographie mise à jour
- de la page de présentation du rapport



Vient de paraître

De la VAE 2002 à la REVA 2020 : libérer la VAE
Reconnaître l'expérience tout au long de la vie
Claire Khecha ; Yanic Soubien ; David Rivoire
Ministère des Solidarités et de la Santé, mars 2022. –
32 p.

[Le PDF](#)

Les compétences, clés de la mobilité internationale (Printemps de l'orientation)

Développer des compétences propres à l'orientation et à la mobilité apparaît nécessaire aux intervenants d'une rencontre organisée à Strasbourg dans le cadre des Printemps de l'orientation, le 15 mars 2022.

Adeline Stoffel, inspectrice pédagogique de lettres à l'académie de Reims, évoque une "proposition de présentation des observables dans les disciplines" afin d'y travailler de manière transversale les compétences à s'orienter et à la mobilité.

Pour les élèves et les apprentis, premiers concernés par leur orientation voire leur mobilité, la plateforme européenne pour les compétences Europass, financée par l'Union européenne dans le cadre d'Erasmus+ a été présentée. À la clé, des informations sur les formations et les emplois en Europe, comme des suggestions par la plateforme elle-même d'offres de formation et de d'emploi en fonction des données remplies par le futur employé ou apprenti.

Consultation :

- de la page de présentation de l'évènement
- du site web réseau Euroguidance en France

Comment monter un projet Erasmus+ ?

A l'occasion du 35e anniversaire du programme Erasmus+, sur le thème de l'inclusivité, les nombreux projets de mobilité espérés sur la période 2021-2027, ne seront destinés uniquement pour les jeunes. En effet, les établissements ainsi que les enseignants/formateurs pourront également être bénéficiaires. Euroapmobility propose un accompagnement détaillé sur son site internet

Consultation de la page dédié au projet Erasmus+

PFUE 2022 : Conférence "Les politiques d'insertion en réponse aux défis de la relance"

Dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, s'est tenue la Conférence "Les politiques d'insertion en réponse aux défis de la relance", durant laquelle il était question des "bonnes pratiques en matière de politiques d'insertion et d'amélioration de l'employabilité des personnes éloignées de l'emploi pour aux besoins du marché du travail".

Afin de pouvoir soutenir les personnes fragiles vers l'emploi et pour pallier aux besoins du marché du travail, les représentants des trois présidences (la ministre déléguée chargée de l'insertion en France, la vice-présidente tchèque pour l'emploi et le secrétaire d'Etat auprès de la ministre à l'emploi et à l'égalité des genres en Suède) ont soutenu une "Europe de l'Insertion".

Consultation de l'article de Centre Inffo



F.A.Q.

Le miniguide de la mobilité internationale pour les alternants

Une FAQ répond aux jeunes alternants qui souhaitent s'engager dans une mobilité internationale

La FAQ des alternants

Le miniguide de la mobilité internationale pour les entreprises

Une FAQ répond aux maîtres d'apprentissage et aux entreprises qui souhaitent monter un projet de mobilité internationale pour des apprentis ou alternants

La FAQ des entreprises

France compétences dresse un bilan positif du CEP des actifs occupés

À mi-chemin du premier marché du conseil en évolution professionnelle (CEP) des actifs occupés, France compétences publie le bilan annuel 2021. Sur fond de progression, le dispositif travaille son positionnement en prévision du futur marché 2024-2028.

Consultation de la page de présentation de l'étude

Publication de l'index de l'égalité professionnelle 2022

Comme chaque année, les entreprises de plus de 50 salariés publient leur Index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (note globale sur 100). En 2022, 61 % des entreprises de plus de 50 salariés ont publié leur note. La note moyenne progresse d'un point par rapport à 2021 pour s'établir à 86/100. Toutefois, seulement 2 % des entreprises ont obtenu la note maximale de 100/100.

Consultation de l'infographie

Transitions collectives : renforcement du dispositif

Le ministère du Travail a publié une instruction visant à améliorer la prise en charge par l'État des formations longues suivies dans un parcours Transco. Afin d'aider entreprises et salariés dans leurs démarches, un site dédié au dispositif a également été mis en ligne.

Avec l'ambition de mieux répondre aux besoins des entreprises faisant face à des difficultés de recrutement, l'instruction du 18 mars 2022 permet donc désormais la prise en charge par l'État des frais pédagogiques des formations dont la durée excède un an ou 1.200 heures.

Consultation de l'article sur le site Banque des territoires

Le contrat d'engagement jeunes entre en vigueur

Le contrat d'engagement jeunes entre en vigueur ce mardi 1er mars. Ciblant les jeunes de moins de 26 ans sans emploi ni qualifications, il renforce l'accès à la formation de ces publics.

Ce nouveau dispositif s'inscrit dans la logique du Plan "1 jeune, 1 solution", mis en place en juillet 2020. 4 millions de jeunes ont bénéficié d'un des volets de ce Plan, selon le gouvernement.

Les précisions attendues pas les opérateurs du contrat d'engagement jeune. Une circulaire, bientôt suivie d'une instruction expose la mise en oeuvre du contrat d'engagement jeune et son articulation avec le Parcours contractuel vers l'emploi et l'autonomie (Pacea) et la Garantie jeunes, notamment.

Consultation :

- de la page de présentation du CEJ
- du décret n° 2022-199 du 18 février 2022 relatif au contrat d'engagement jeune et portant diverses mesures d'application de l'article 208 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022

"Un baromètre emploi et handicap pour une démarche vertueuse" (Elisabeth Borne)

Afin de permettre aux dirigeants d'entreprises de publier quelles politiques ils ont mis en place pour l'inclusion des salariés en situation de handicap, en terme d'emploi et d'accès à la formation, la ministre du Travail vient d'ouvrir un baromètre emploi et handicap.

Consultation du communiqué de presse



F.A.Q.

Une FAQ pour le contrat d'engagement Jeune

Le ministère du Travail met à disposition une foire aux questions pour présenter le Contrat d'engagement jeune (Cej) et répondre aux différentes interrogations.

[La FAQ](#)

POUR
iINFO

Le panorama de veille d'Eduter Ingénierie

03-2022

L'Institut Agro Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean
BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

Mars 2022

Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau
Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau



Retrouvez les anciens numéros du POUR INFO :
<https://chlorofil.fr/id>



Prochain numéro prévu le :
29 avril 2022